



Communiqué de presse de l'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation du 20 mars 2026

Rejet clair et net de l'initiative sur l'alimentation au Parlement

Les débats parlementaires autour de l'initiative sur l'alimentation sont terminés. Lors du vote final, le Conseil national l'a rejetée à 194 voix contre 0 et 0 abstention. Elle n'avait également pas de chance au Conseil des États, qui l'a rejetée à 44 voix contre 0 et 0 abstention. Tous les partis sont unanimes pour dire que cette initiative est inutile, irréaliste et contre-productive. En cas d'acceptation, la Confédération devrait instaurer un diktat vegan de grande portée et produire des aliments végétaux sur toutes les surfaces disponibles de manière intensive. Ce serait la seule manière d'atteindre l'objectif visé.

Contre-productive, irréaliste et inutile : le verdict du Parlement quant à l'initiative sur l'alimentation est clair et net. L'exigence d'un taux d'auto-provisionnement net de 70 % ne pourrait être remplie que par une ingénierie démesurée de la Confédération dans le comportement alimentaire de la population. Cette dernière devrait alors surtout se passer d'aliments d'origine animale et donc privilégier une alimentation végétalienne déséquilibrée. La Confédération devrait pour sa part édicter des prescriptions alimentaires et ainsi mettre en place un diktat vegan de grande portée, avec une offre prédéfinie dans la production, la transformation, le commerce et la restauration. En outre, toutes les surfaces agricoles indigènes appropriées, y compris les surfaces consacrées aujourd'hui à la biodiversité, devraient à nouveau servir directement à la production alimentaire.

Une alimentation exclusivement végétale ne correspond pas aux habitudes alimentaires actuelles et n'est pas non plus judicieuse dans l'optique d'une agriculture adaptée au site et de cycles fermés des éléments fertilisants. Les nombreuses surfaces herbagères que compte la Suisse ne servent à l'alimentation humaine que par le biais de l'élevage. Le fumier et le lisier sont en outre des engrais précieux pour la culture des végétaux et importants pour la fertilité des sols. L'initiative sur l'alimentation comporte aussi de nouvelles exigences, par exemple en ce qui concerne les semences. En cas d'acceptation, ces exigences réduiraient le potentiel de production des cultures végétales et renchériraient les denrées alimentaires indigènes. En conséquence, il se pourrait que le tourisme d'achat se voie renforcé. Le secteur alimentaire suisse serait amputé de parts de marché ainsi que de milliers d'emplois. L'agriculture et l'industrie alimentaire sont déjà engagées dans un vaste processus d'adaptation, et de nombreuses mesures d'optimisation sont déjà en cours.

Le traitement de l'initiative au Parlement étant terminé, le Conseil fédéral va pouvoir fixer la date de la votation. Le 27 septembre tout comme le 29 novembre 2026 sont envisageables. L'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation s'engagera aussi dans le cadre de la campagne de votation pour un non clair et net.

Renseignements :

Martin Rufer, directeur de l'Union suisse des paysans, martin.rufer@sbv-usp.ch, tél. 078 803 45 54
Michel Darbellay, directeur adjoint de l'Union suisse des paysans, michel.darbellay@sbv-usp.ch, tél. 078 801 16 91
Patrick Erny, directeur de SWISS RETAIL FEDERATION, patrick.erny@swiss-retail.ch, tél. 031 312 40 40
Beat Imhof, président de GastroSuisse, beat.imhof@gastrosuisse.ch, tél. 079 773 29 15
www.initiative-alimentation-non.ch